

Appel au boycott citoyen des élections européennes du 9 juin 2024

Le 18 janvier 1957, Pierre Mendès France, opposé à la Communauté économique européenne (CEE, ancêtre de l'actuelle UE), affirmait de manière prémonitoire : « L'abdication d'une démocratie peut prendre deux formes, soit le recours à une dictature interne par la remise de tous les pouvoirs à un homme providentiel, **soit la délégation de ces pouvoirs à une autorité extérieure, laquelle, au nom de la technique, exercera en réalité la puissance politique**, car au nom d'une saine économie on en vient aisément à dicter une politique monétaire, budgétaire, sociale, finalement « une politique », au sens le plus large du mot, nationale et internationale. »

67 ans après, au moment où le Parlement européen puis l'Assemblée nationale ont adopté une résolution dite de « révision des traités européens » en faveur du « saut fédéral européen », la sinistre prophétie de Mendès-France se réalise. **C'est pourquoi, pour les « élections européennes » du 9 juin 2024, la seule option démocratique et salvatrice pour les travailleurs est le BOYCOTT CITOYEN MASSIF, auquel appellent les signataires de cet appel à diffuser et à signer massivement. Un appel que le Pôle de Renaissance communiste en France (PRCF) honorera de toutes ses forces en animant une campagne en faveur du BOYCOTT CITOYEN MASSIF !**

Dangereuse pour la démocratie et la paix continentale ; **négatrice** des conquêtes sociales, des services publics et du produire en France, **destructrice** des nations souveraines et de leur indispensable coopération, **antinomique** de toute transition environnementale véritable, **l'Union européenne (U.E.) servie par Macron et arrimée à l'O.T.A.N. mène la France à la catastrophe sociale, nationale et démocratique.** Généralement boudé par les classes populaires, **le scrutin européen n'a d'autre but que de doter d'un semblant de légitimité démocratique cette incurable « construction » oligarchique qu'est l'U.E.**

Dès lors, pour rendre l'initiative sociale aux travailleurs et aux citoyens de France et d'Europe, pour restituer à notre peuple la maîtrise de son avenir, pour construire une République française sociale, démocratique et souveraine engagée pour la paix, pour le progrès social et pour des échanges régulés avec tous les pays du monde, il faut qu'éclate au grand jour **l'illégitimité de la mortifère « construction » euro-atlantiste.**

Pour cela, dans la diversité de leurs sensibilités républicaines, **les signataires de ce texte appellent au BOYCOTT CITOYEN MASSIF DU SCRUTIN EUROPEISTE DU 9 JUIN 2024.**

Instituée par les funestes Traités de Rome (1957) et de Maëstricht (1992), relancée et aggravée par le très illégitime Traité de Lisbonne (que Sarkozy et Hollande ont imposé ensemble en 2007 en violant le Non populaire de mai 2005 à la Constitution européenne),

la « construction européenne » était censée apporter aux peuples la paix, la prospérité et le progrès social. *Or, c'est le contraire qui s'est produit :*

- arrimée à l'O.T.A.N. et vassale des U.S.A., l'U.E. a aidé au dépeçage guerrier de la Yougoslavie. Aujourd'hui, *l'U.E.-O.T.A.N.* soutenue par Macron, par les L.R., par le P.S. et les Verts, et aussi désormais de manière assumée, par le Rassemblement lepéniste, *se conduit en vrai boutefeu international.* Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen appuie servilement Washington dans sa politique de surarmement et de relance des militarismes allemand et japonais en vue d'un « conflit global de haute intensité » avec la Russie et la Chine. Au Proche-Orient, les U.S.A., l'U.E., l'O.T.A.N. et le régime euro-vassalisé de Macron promeuvent un *deux poids deux mesures* arrogant qui verrouille toute issue pacifique fondée sur le droit international : *tout cela peut mener à une Troisième Guerre mondiale* potentiellement exterminatrice pour la France, l'humanité et l'ensemble du vivant !
- *l'économie européenne stagne et se soumet étroitement aux U.S.A.*, lesquels torpillent toute coopération industrielle entre l'Ouest et l'Est de notre continent, mais aussi entre les pays de l'Europe, de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine... En outre, les dogmes néolibéraux sur lesquels repose la monnaie unique européenne, celui notamment de l' « *économie de marché ouverte sur le monde où la concurrence est libre et non faussée* », ruinent nos services publics (Energie, rail, Poste, hôpitaux, Education nationale, Recherche...), dévastent le *produire en France* industriel, halieutique et agricole et poussent en permanence à la « réduction du coût du travail »: comme si le travail était un fardeau pour la société et non le fondement même de sa richesse ! Dès lors, *la précarité et la pauvreté des couches populaires et moyennes s'aggravent*, les acquis de 1945 sont liquidés (Sécu, retraites par répartition, statuts, conventions collectives, Code du travail...) alors que les grands actionnaires s'enrichissent démesurément !
- *le pouvoir réel est de plus concentré entre les mains d'eurocrates inféodés à Washington, à Berlin, sans oublier les grands actionnaires du C.A.C. 40.* Du reste, *les Traités européens verrouillent la démocratie* en prescrivant aux peuples un cadre néolibéral et en leur interdisant toute espèce de marche au socialisme ! En outre, le « Parlement » européen ose placer sur un même plan le Troisième Reich exterminateur et le communisme historique qui l'a combattu : en réalité, l'U.E. collabore sans honte avec des gouvernements qui, de Kiev à Rome en passant par les Etats baltes, célèbrent insolemment Mussolini, Bandera ou Hitler. Non seulement l'U.E. et les euro-partis qu'elle subventionne ne font pas « barrage au fascisme », mais *la frontière censée séparer les forces européistes des partis ouvertement xénophobes et fascistes s'efface chaque jour un peu plus, y compris en France !*
- non seulement l'U.E. n'a pas aidé au rayonnement des cultures et des langues nationales d'Europe, mais elle s'aligne en permanence sur les normes régressives des U.S.A. en matière socioéconomique comme dans le domaine culturel ; par ex. la

Commission européenne travaille à faire de l'anglo-américain la langue officieuse, et bientôt, officielle, des institutions communautaires, faisant peser d'énormes dangers sur l'avenir des langues française, italienne, allemande, espagnoles, portugaise, polonaise, grecque, etc.

- *la « construction » européenne coïncide avec le projet impérial d' « Europe des régions »* ; repris par Macron et par les forces euro-séparatistes de France sous l'appellation de « Pacte girondin », ce projet mène au *démantèlement euro-régionaliste rapide de la République une, laïque et indivisible* héritée de la Révolution française ; et cela au profit d'une série de féodalités régionales ou de « métropoles » mortelles pour nos services publics, nos grilles salariales nationales et notre protection sociale... *si ce n'est pour l'existence même de notre pays !*

Il devient donc vital de *dénoncer l'illégitimité radicale de cette « construction » européenne foncièrement antidémocratique* et, à sa suite, de démasquer les forces politiques qui la relaient en France, de la Macronie euro-béate aux diverses écuries de la fausse gauche euro-ralliée. Sans oublier l'extrême droite (moins patriote que xénophobe !) qui, à l'image des Le Pen et autre Zemmour, avalise désormais ouvertement l'U.E., l'O.T.A.N. et la monnaie unique afin de complaire à l'oligarchie financière...

Pour que le mouvement populaire reparte à l'offensive dans notre pays, pour qu'émerge en Europe, non pas une illusoire « Europe sociale » que les carcans de l'euro, de l'U.E. et de l'O.T.A.N. prohibent structurellement, mais une *Europe des luttes* pour le progrès social, pour qu'émerge une alternative de progrès opposée à la fois à Macron et à l'extrême droite qu'il promet du reste cyniquement, *nous appelons à boycotter activement et massivement le scrutin européen du 9 juin*. En effet, la majorité des travailleurs se moque de savoir lequel des partis de l'Arc euro-atlantique arrivera en tête d'un *euro-scrutin de dupes* dont l'unique enjeu participatif est de justifier le « saut fédéral européen » imminent en privant définitivement les peuples d'Europe de toute souveraineté.

Au contraire, *le boycott citoyen associé aux luttes populaires montrera que le peuple français ne consent pas à son euro-démolition* et qu'il rejette à la fois l'U.E. et son docile vassal Macron, l'euro-casseur de nos retraites, le démolisseur des indemnités chômage et le grand matraqueur de Gilets jaunes et des syndicalistes de lutte.

Le 9 juin, en faisant la grève générale des urnes et refusant majoritairement de cautionner le scrutin européen, *notre peuple redynamisera les résistances sociales et donnera le coup d'envoi d'une irrésistible rupture progressiste* à laquelle aspirent le monde du travail, la jeunesse populaire ainsi que tout démocrate véritable.

Listes des 25 premiers signataires de l'appel

1. **Léon Landini**, ancien officier des Francs-Tireurs et Partisans de la Main-d'œuvre Immigrée (FTP-MOI), Grand Mutilé de Guerre, Médaille de la Résistance, Officier de la Légion d'honneur, décoré par l'Union soviétique pour faits de Résistance, président du PRCF
2. **Hermine Pulvermacher**, ancien agent de liaison FTP-MOI, Chevalier de la Légion d'honneur au titre de la Résistance, ancienne secrétaire générale du Groupe parlementaire du PCF
3. **Pierre Pranchère**, ancien Franc-Tireur et Partisan de Corrèze, ancien député de la Nation, ancien eudéputé, ancien membre du Comité central du PCF
4. **Jean-Pierre Hemmen**, directeur de publication de la revue Etincelles, fils de militant communiste Fusillé de la Résistance
5. **Annie Lacroix-Riz**, historienne, professeur émérite de l'Université Paris VII, autrice notamment d'Aux origines du carcan européen (78)
6. **Bruno Guigue**, philosophe et essayiste politique, ancien membre de la fonction préfectorale (Réunion)
7. **Cédric Liechti**, secrétaire de la CGT Energie Paris (75)
8. **Georges Gastaud**, philosophe, fils de Résistant gaulliste, directeur politique d'Initiative communiste et de la revue Etincelles (62)
9. **Aymeric Monville**, essayiste (92)
10. **Gilda Landini-Guibert**, agrégée d'histoire-géographie, rédactrice en chef de la revue Etincelles, co-animatrice des Cafés marxistes (78)
11. **Robert Charvin**, doyen honoraire de la Faculté de droit de Nice, expert en droit international (06)
12. **Gilliatt de Staërck**, chauffeur de car, syndicaliste, secrétaire national de la Jeunesse pour la Renaissance Communiste en France (35)
13. **Fadi Kassem**, agrégé d'histoire, diplômé de Sciences Po Paris, secrétaire national du Pôle de Renaissance Communiste en France (59)
14. **Jérémy Coignard**, technicien du spectacle (94)
15. **Bernard Colovray**, ouvrier du Livre, ancien conseiller municipal PCF de Vénissieux, responsable du PRCF 69

16. **Rachida El Fekaïr**, médiathécaire (81)
17. **Tristan Burot**, comptable (94)
18. **Vincent Flament**, dirigeant d'association antifasciste, rédacteur en chef de Solidarité de classe (59)
19. **Benoît Foucambert**, enseignant, syndicaliste (81)
20. **Anna Persichini**, ancienne responsable CGT d'IBM (06)
21. **Baptiste Poisson**, ouvrier professionnel de la métallurgie, membre du Comité central du PRCF (44)
22. **Paula Roger**, étudiante en géographie, militante CGT Educ' Action (75)
23. **Olivier Rubens**, juriste (95)
24. **Betty Tambuscio**, syndicaliste (Monaco)
25. **Jacqueline Lavy**, enseignante retraitée, syndicaliste (74)
26. ...